******

***« Sensibilisation, mobilisation et conscientisation des communautés de Zamai et Moskota sur la protection contre l'exploitation et les abus sexuels en contexte d’urgence humanitaire »***

**FICHE TECHNIQUE**

**RENCONTRES COMMUNAUTAIRES D’ECHANGES ET DE DISCUSSIONS AVEC LES LEADERS COMMUNAUTAIRES SUR LA PTHEAS : ACCOMPAGNEMENT DES MEMBRES DU CCPEAS**

**Thème : « Tolérance ZERO : Il faut dénoncer pour que cela cesse »**

**Décembre 2021**

|  |  |
| --- | --- |
| **CONTEXTE ET JUSTIFICATION** | La question d’insécurité qui sévit dans la région de l’Extrême Nord plus précisément dans les départements du Mayo Sava, Mayo Tsanaga et Logone et Chari, les populations vulnérables reçoivent de l’aide humanitaire qui se présente sous des formes diverses, notamment soutien psychologique, psychosocial, NFIs…Ce qui parfois crée un rapport de pouvoir entre les humanitaires qui apportent de l’aide et les populations qui la reçoivent. On y observe souvent des cas d’exploitations et abus sexuels des équipes humanitaires qui profitent de ce rapport de force pour conditionner cette aide qui devrait être gratuite. Cette situation est parfois encouragée par ces derniers qui pensent trouver dans des conditions d’exploitation et abus plus de faveurs pour leur survie.  La protection des personnes ne pourrait être efficace que si elle implique des personnes engagées à la cause et proches de ceux-ci notamment les leaders traditionnels, les membres de communauté de foi, les enseignants, les commerçants, les parents, toutes personnes de la communauté etc.…d'où l'appellation comité communautaire PEAS ;  Ces différents acteurs sont des volontaires acquis à la cause qui s’engagent à mener des actions préventives (sensibilisations, causeries éducatives etc.…) sur la PEAS, la dénonciation des cas, le suivi des mécanismes de remontée des plaintes … Ce qui justifie la mise en place du comité PEAS dans les communautés de Zamai et Mozogo.  Il s’agit donc d’organiser les séances de discussions et de causeries avec les leaders communautaires de chaque localité d’intervention afin de discuter sur les questions liées aux actes d’exploitations et d’abus sexuels que pourrait commettre les acteurs humanitaires sur toute personne à l’occasion de leurs interventions. Ces échanges visent essentiellement à ATTIRER l’attention des leaders des communautés sur ces actes qui se produisent souvent et dont les victimes ont peur d’en parler, pis encore, que les communautés tendent à normaliser et à encourager. Il est surtout question de les informer sur les principes fondamentaux qui régissent l’assistance humanitaire, principalement régie par **LA GRATUITE et LE RESPECT DE LA DIGNITE HUMAINE. En ce sens, AUCUNE AIDE NE DEVRAIT FAIRE L’OBJET D’UN ECHANGE DE QUELQUE NATURE QU’IL S’AGISSE**.Il est encore plus important de faire comprendre à l’ensemble de la communauté, par le biais des leaders communautaires que les actes d’abus et d’exploitations sexuelles qui pourraient survenir lors des interventions humanitaires sont formellement interdites par les Nations Unies, et de ce fait, sévèrement punies par le Système des Nations Unies.  En leur qualité de leaders communautaires, il leur revient ainsi la responsabilité et le devoir de protéger leurs populations, de veiller au respect de leur dignité qui est déjà dégradée par le fait de la crise. Ainsi, ils doivent informer, sensibiliser et éduquer les leurs, chacun à son niveau d’influence (association, famille, communauté) pour la conscientisation des masses. |
| **Objectifs de la rencontre de discussion** | * Sensibiliser les leaders communautaires sur les actes d’exploitation et d’abus sexuels qui surviennent à l’occasion des interventions humanitaires * Mettre en place un mécanisme de dénonciation et de remontée des plaintes * Identifier le meilleur canal de remontée des plaintes au niveau communautaire |
| **Cibles de la rencontre** | Cette rencontre cible 25 leaders communautaires dont :   * Les leaders des associations de jeunes * Les leaders des associations de femmes/filles * Les leaders communautaires * Les leaders religieux et traditionnels * Les parents   NB ; Les participants doivent être à 60% constitués des hommes (15 hommes sur 10 femmes) |
| **Resultats escomptés** | Les résultats ci-après sont attendus à l’issue de cette action :   * Les participants comprennent davantage la logique de l’assistance humanitaire ; * Un diagnostic est fait pour comprendre pourquoi les populations victimes ne dénoncent pas ces abus ; * Un mécanisme de dénonciation et de remontée des plaintes est mis en place au niveau communautaire * Les participants prennent l’engagement de mener des sensibilisations dans leurs groupes respectifs |
| **Lieux des rencontres** | Les rencontres se tiendront dans les communautés de Zamai à Mozogo dans 2 sites distincts (dans les différentes communautés) |
| **Méthodologie** | La méthodologie préconisée ici ce sont les échanges et les discussions. On posera les questions et les participants interagissent en réponse aux questions. Ensuite, on fait le point. Les échanges actifs seront étaient le plus privilégiés. |
| **Axes des échanges** | * Diagnostic de la situation de dénonciation : Il faut leur demander pourquoi on ne dénonce pas ; Pour cela, il faut séparer les participants en groupes : Groupes de jeunes, de femmes et des hommes. Donner un papier à chaque groupe pour aller mener la réflexion. Ensuite, les uns et les autres reviennent pour la restitution * Comprendre l’importance de la dénonciation : Il faut leur montrer la nécessité et l’importance à dénoncer ; * Comment dénoncer : La mise en place des mécanismes de remontées des plaintes et de dénonciation. Avant toute chose, il faut les rassurer ABSOLUMENT de la confidentialité de tout acte de dénonciation qui sera fait. Pour répondre à la question, il faut les renvoyer en groupe de travail. Pendant 10 minutes, chaque groupe réfléchit sur le meilleur canal de dénonciation, et quel mécanisme communautaire mettre en place pour remonter les plaintes. |
| **Conduite à tenir** | **Description des étapes et activités à mener à chaque étape**  **Préalables**   1. Identifier les participants selon les critères ci-dessus ; 2. Identifier le lieu de la rencontre et la préparation logistique nécessaire 3. La disposition doit **ABSOLUMENT** tenir compte de la distanciation sociale entre les participants, disposer un seau d’eau, un gobelet et un morceau de savon ; 4. La disposition est en cercle avec de bonne distance.   **Début de la discussion**   1. Démarrer la séance par la présentation de l’objet de la rencontre en expliquant clairement pourquoi cette rencontre est essentielle et quel est le rôle et la responsabilité des leaders communautaires qu’ils sont pour protéger la population ; 2. Entamer le déroulement de la séance thème par thème ; 3. Prendre les résolutions pratiques   **Après les échanges**   1. Remercier les participants pour leur participation active 2. Leur demander si les uns et les autres sont disposés à organiser les restitutions au niveau de leurs groupes associatifs, et que nous sommes prêts à les accompagner à cet effet ; 3. Si oui, faites un planning opérationnel avec ces derniers, |
| **Clôture de l’activité et livrables attendus** | **Prendre le maximum de photo, surtout les photos actives où les gens s’expriment, prendre aussi les photos de dos ;**  **A la fin, demander 3 interviews (jeune/femme/homme) et demander leur ce qu’ils pensent de la séance de discussion qui vient de se tenir, ce qu’ils retiennent de particulier, si cela va l’aider, comment compte-t-il le faire connaitre aux autres.**  **(De préférence, dès le début de la séance, identifier déjà les personnes que vous comptez passer à l’interview à la fin, et aviser les que vous souhaitez les questionner à la fin sur les questions suivantes).**  **Faites signer les fiches de consentement aux personnes que vous allez passer en interview. Il faut les filmer de face et de dos** |